

*Gaspillage et mauvaise gestion*

Je constate que les impôts différés des sociétés ont augmenté de 1.6 milliard de dollars au troisième trimestre de 1978 par rapport au troisième trimestre de 1977. Je crois savoir que ces impôts différés s'élèvent maintenant à quelque 12.3 milliards de dollars au troisième trimestre de 1978. Ce sont, je le répète, des impôts différés. Si les pauvres du pays, par exemple ces femmes employées à l'industrie du calmar à Terre-Neuve, voulaient reporter à plus tard le paiement de quelques dollars d'impôt, le ministre du Revenu national (M. Abbott) ne serait pas long à exiger qu'elles s'en acquittent tout de suite au ministère du Revenu du Canada.

Voilà ce qu'il faut signaler, je crois, lorsqu'on parle de la mauvaise administration financière du gouvernement. Nous devons examiner les priorités du gouvernement pour voir si son administration est axée sur le Canadien moyen. Nous devons aussi nous tourner vers l'avenir, je crois, et nous pencher sur la planification économique du gouvernement. Songeons un instant à toutes ses priorités. Je pense que si on les examine de façon objective, on est forcé de conclure que le gouvernement gaspille des sommes d'argent astronomiques et ne planifie pas l'économie.

Que se passe-t-il dans divers domaines, dans celui de la manutention des céréales, par exemple? La Commission canadienne du blé a déclaré qu'en consacrant plus d'argent au parc de wagons couverts, nous aurions pu vendre 350 millions de dollars de plus de céréales cette année même, mais que cela exigeait un matériel roulant approprié. Bien des rapports nous ont répété que si le gouvernement avait un bon programme d'information sur les questions alimentaires nous pourrions économiser, chaque année, des millions de dollars en frais d'hospitalisation, lesquels augmentent à un rythme effarant.

On pourrait souligner encore beaucoup d'autres points. Je pense à l'argent qui est gaspillé en rapport avec notre potentiel humain, surtout si l'on songe au vaste réservoir de chômeurs au Canada, qui résulte d'un manque de planification de notre économie. Je songe aussi au fait que nous importons plus de produits manufacturés par habitant que tout autre pays industrialisé du monde. Dieu sait que nous pourrions effectuer une plus forte proportion de la transformation de nos matières premières au Canada, par exemple en raffinant le nickel dans la région de Nickel Belt et dans le bassin de Sudbury. Nous pourrions ainsi créer des emplois pour les Canadiens. Je crois que c'est là l'une des pires conséquences de l'incapacité du gouvernement à planifier et à administrer convenablement notre économie.

Jetons un coup d'œil sur la situation dans le domaine de l'alimentation; cela m'intéresse vivement, car cela touche directement l'agriculture et le consommateur. Nous nous éloignons de plus en plus de l'autonomie alimentaire. Si le gouvernement gérait l'économie de façon convenable, nous pourrions produire beaucoup plus de nourriture au Canada. Par exemple, nous importons quelque 70 p. 100 des fraises que nous consommons, ainsi qu'environ 30 p. 100 de nos choux, 44 p. 100 de nos oignons et 24 p. 100 de nos cerises.

Nous pourrions produire ici un grand nombre de ces denrées. J'aperçois de l'autre côté mon ami le ministre d'État chargé de l'Environnement (M. Marchand). Je n'a pas la

[M. Nystrom.]

coupure de presse en mains, mais il y a environ un an, ce grand pontif de l'environnement a déclaré que si nous utilisions l'énergie qui est gaspillée au pays, nous pourrions produire des fruits et des légumes d'une valeur de 2 milliards. Il a dit que nous pourrions y arriver en planifiant convenablement les ressources.

En fait, si l'on ne tient pas compte des céréales et du colza, on constate qu'en 1978 notre déficit net au titre de la production de denrées alimentaires se chiffre à environ 1.6 milliard de dollars. Nous sommes autonomes à 90 p. 100 seulement au niveau de la production du bœuf. Que l'on pense seulement combien notre population est faible et combien l'Alberta, la Saskatchewan et d'autres provinces ont des espaces de pâturage immenses pour l'élevage du bœuf. Si notre économie était bien gérée, nous serions plus qu'autonomes dans ce domaine.

Voilà le genre de choses auxquelles nous devrions réfléchir en étudiant la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui, et cela m'amène à la deuxième partie de mon sujet. Je ne pense pas que le gouvernement d'en face ait le monopole de la mauvaise administration. Le parti conservateur veut faire croire qu'il est très fort en administration et qu'il sortirait le gouvernement de ses dettes. Les députés de ce parti m'ont laissé entendre qu'il réduirait les dépenses gouvernementales. Je les croyais, étant de nature très confiante. J'ai toujours cru que les gens disaient la vérité. Peut-être ai-je fait preuve de naïveté en pensant qu'ils ne me tromperaient pas. J'ai effectué quelques recherches pour voir si les conservateurs avaient l'apanage des dépenses modérées, des petits déficits et de l'administration et de la planification saines. Ce n'est pas du tout ce que j'ai découvert. Je pense que la Chambre devrait être mise au courant de certains faits.

En lisant les journaux de samedi, j'ai appris que le premier ministre Lougheed, en nommant cinq ou six nouveaux ministres, venait de porter le nombre des membres du cabinet albertain à 29, de sorte qu'il peut compter maintenant sur plus de ministres que n'importe quel autre premier ministre provincial. Pour une équipe tory qui a cœur de restreindre l'appareil bureaucratique, j'y vois encore un signe...

**Une voix:** Parlez-nous donc de Barrett.

**M. Nystrom:** Barrett avait bien moins de ministres que cela.

**Une voix:** Combien l'Alberta compte-t-elle d'habitants?

**M. Nystrom:** Un peu moins de deux millions. Même si le Québec compte plus de six millions d'habitants et l'Ontario beaucoup plus de millions, l'Alberta possède le plus nombreux cabinet provincial de tous.

Voyons ce qu'il en est du nombre de fonctionnaires. En Saskatchewan, la fonction publique représente 1.8 p. 100 de la population. En Nouvelle-Écosse, elle est de 2.3 p. 100. Je me suis laissé dire qu'en Alberta, bastion tory, la fonction publique s'établit à 2.4 p. 100 de la population, et au Nouveau-Brunswick, autre bastion tory, à 3.4 p. 100. Sauf erreur, la moyenne nationale est de 3.3 p. 100. Cela montre que les gouvernements socialistes sont ceux qui savent le mieux gérer un pays. La Saskatchewan est de loin la province la mieux administrée du pays.